

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION  
DÉPARTEMENTALE DES  
TERRITOIRES

Cergy-Pontoise, le

23 MARS 2016

Service de l'Agriculture, de la  
Forêt et de l'Environnement

Pôle environnement

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRÊTÉ N° 13126 DE MISE EN DEMEURE**

**Société SOFINADE à SARCELLES**

**Le préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement Livre V Titre I et notamment son article L. 171-8-1 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2003 autorisant la société LE DANTEC à exploiter ses installations de traitement de surface des métaux 19, rue du Fer à Cheval à SARCELLES ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 prenant acte du changement de dénomination sociale de la société LE DANTEC, devenant la société SOFINADE, actualisant et complétant les prescriptions techniques applicables au site ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2015 établi suite à la visite d'inspection du site le 26 novembre 2015 ;

**VU** les modifications apportées aux installations, constatées le jour de la visite sur le site ;

**VU** l'absence d'état des stocks de produits dangereux présents sur le site ;

**VU** les valeurs minimales imposées pour les vitesses d'éjection des bains de Chrome et de dégraissage cyanuré, inférieures aux vitesses d'éjection minimales fixée par l'article 26 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 décembre 2015 proposant de mettre en demeure la société SOFINADE de respecter les dispositions des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 susvisé ;

**VU** le courrier de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2015 adressé à l'exploitant, lui laissant 15 jours pour faire part de ses observations sur la proposition de mise en demeure ;

**VU** le courrier de la société SOFINADE adressé à l'inspection des installations classées le 19 février 2016, informant des démarches entreprises afin de remédier à certaines des non-conformités notables constatées ;

**CONSIDERANT** qu'en dehors des aménagements réalisés par la société répondant à la non-conformité n°9, il y a lieu de maintenir la proposition de mise en demeure faite par l'inspection des installations classées ;

**CONSIDERANT** que la société SOFINADE a modifié l'emprise cadastrale du site en installant des activités dans un bâtiment voisin au 21, rue du Fer à Cheval à Sarcelles ; que ces activités sont susceptibles d'être soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que les bains de l'atelier de traitement de surface ont évolué (composition, ajout de nouveaux bains, suppression de bains) ; que ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avant la visite d'inspection du 8 décembre 2014 ;

**CONSIDERANT** l'absence de porter à connaissance relatif à ces modifications au jour de la visite d'inspection du 26 novembre 2015 contrairement aux dispositions de l'article 6.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant ne tient pas à jour un état des stocks de l'ensemble des produits dangereux stockés sur le site, contrairement aux dispositions de l'article 17 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 susvisé ;

**CONSIDERANT** que les vitesses d'éjection du bain de Chrome et du bain cyanuré mesurées en 2014 sont inférieures à la vitesse d'éjection minimale fixées par l'article 26 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 ;

**CONSIDERANT** ces manquements constituent des non-conformités notables ; qu'il convient de faire application de l'article L 171-8-1 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 susvisé ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

## **ARRÊTE**

**Article 1er** : Conformément aux dispositions de l'article L 171-8-1 du code de l'environnement, la Société SOFINADE est mise en demeure pour l'exploitation de ses installations de traitement de surface des métaux qu'elle exploite 19, rue du Fer à Cheval à SARCELLES, de respecter à compter de la notification du présent arrêté :

### **Sous un délai d'un mois :**

- Les dispositions de l'article 6.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 en portant à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications apportées aux installations, concernant en particulier l'atelier de traitement de surface.
- Les dispositions de l'article 17 des prescriptions techniques annexées à ce même arrêté en tenant à jour un état des stocks de produits dangereux.



**Sous un délai de six mois :**

- Les dispositions de l'article 26 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 susvisé, relatives aux valeurs d'éjection minimales.

**Article 2 :** En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L 171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 3 :** Une copie du présent arrêté sera affichée en Mairie de SARCELLES, pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie, et maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Préfecture.

**Article 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY-PONTOISE -2/4, Boulevard de l'Hautil – B.P. 322 – 95027 CERGY-PONTOISE Cedex:

1°) par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France et le Maire de SARCELLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER

